

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Prise en charge : la nouvelle stratégie du gouvernement

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

LA nouvelle approche du gouvernement contre le Covid-19 a été dévoilée lundi 27 avril lors de la conférence de presse sur la stratégie nationale de riposte contre le nouveau coronavirus. Ainsi, la prise en charge des personnes Covid-19 va désormais dépendre de leur état de santé. Les hôpitaux

seront réservés aux patients qui sont dans un état alarmant.

"L'urgence aujourd'hui est la prise en charge des cas sévères et, surtout, des personnes présentant des comorbidités que nous enregistrons de plus en plus parmi les malades hospitalisés", a justement précisé le Copil, lundi passé.

Le terme "comorbidité" est utilisé lorsque qu'une maladie (ou des troubles aigus ou chroniques)

vient s'ajouter à une pathologie initiale (par exemple : le diabète peut survenir alors qu'on souffre déjà d'hypertension). Pour rappel, dans le cadre du coronavirus, comme le soulignent de nombreux rapports, les personnes les plus à risque sont les personnes âgées et celles présentant d'autres problèmes de santé, comme l'hypertension artérielle, les problèmes cardiaques, le diabète ou encore une insuffisance rénale chronique dialysée, etc.

Puisque les hôpitaux sont désormais dévolus aux cas sévères, les autorités sanitaires ont annoncé qu'elles suivront en ambulatoire les personnes asymptomatiques et les cas légers. La procédure consistera, pour les patients asymptomatiques, à les mettre en confinement à domicile et leur donner suffisamment de

masques pour protéger les autres membres de leur famille.

Cependant, si les conditions de mise en confinement ne sont pas réunies, le cas positif pourra être mis en quarantaine dans les structures dédiées à cet effet. "Les personnes bien portantes, les porteurs sains pourront être pris en charge en ambulatoire ou à domicile avec un kit sanitaire d'accompagnement. Avec le recul, hospitaliser une personne qui n'est pas malade pendant 3 à 4 semaines est assez difficile", précise le Copil.

Il reste juste à espérer que la prise en charge des malades sera réellement améliorée. On a encore en mémoire le rocambolesque épisode de ce patient qui, en raison de mauvaises conditions d'hospitalisation, s'était enfui d'un hôpital. Cela avait conduit



Photo: Wilfried MBINAH

Le gouvernement et le Copil ont mis en place une nouvelle méthode de travail.

le Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul), notamment, à revoir son protocole de prise en charge des patients. Tout comme il faut espérer que les aides-soignants, entre autres, soient moins enclins à stigmatiser, comme l'ont montré des vidéos, les malades atteints du Covid-19.

Des stratégies différentes dans le monde

S.A.M.
Libreville/Gabon

Depuis le début de sa propagation dans le monde, le Covid-19 a fait 3.062.557 cas confirmés et au total 212 221 décès. Dont près de 80% en Europe et aux États-Unis. C'était le bilan d'hier. Mais pour le moment, des pays songent à déconfiner leur population, en dépit des avertissements de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et d'autres misent sur le soutien international. Ainsi, avance le site sortirparis.com, "en Italie, le confinement est prolongé jusqu'au 3 mai. On compte, mardi 28 avril, 382 décès de plus en 24 heures (333 la veille), portant le nombre de morts à 27.359 au total depuis le début de l'épidémie, un bilan en légère hausse. Le nombre total de cas recensés est de 201.505. L'Italie commencera à rouvrir ses usines le 4 mai. Le pays a décidé de laisser fermées les écoles jusqu'en septembre, pour ne pas mettre en danger les enfants." Avant d'indiquer que "le Vietnam a décidé d'amorcer son déconfinement. Le pays compte moins de 300 cas de personnes atteintes du Covid-19 et aucun mort. Les rassemblements restent interdits et le port du masque et mesures de distanciation sociale fortement encouragés, mais certains commerces peuvent déjà ouvrir ce jeudi 30 avril. Singapour a décidé de prolonger son

confinement d'un mois, suite à un bond du nombre de nouveaux cas recensés. Le pays compte, à ce jour, 13.423 cas et 14 morts dus au Covid-19." Au Sénégal, 85 nouveaux cas positifs ont été annoncés hier. "12 patients ont été testés négatifs et déclarés guéris. Deux cas graves sont pris en charge dans les services de réanimation à Fann et à l'hôpital Principal. A ce jour, le Sénégal compte 823 cas positifs dont 296 guéris, 9 décès, 1 évacué et 517 encore sous traitement", a expliqué le site [Dakaractu](http://Dakaractu.com). L'Afrique du Sud, l'un des pays africains les plus touchés, comptait hier 4793 cas positif et 90 décès. Devant la progression de la pandémie, les autorités ont accepté le soutien des médecins cubains arrivés lundi.

"Après avoir accepté le soutien de la Chine, Pretoria a accueilli plus de 200 soignants cubains la nuit dernière, qui viennent prêter main forte dans la lutte contre le coronavirus, annonce la présidence sud-africaine sur twitter. Parmi ces quelque 200 soignants, se trouvent des épidémiologistes et des experts en biotechnologie. Après une période de quarantaine, ils seront répartis dans tout le pays, en soutien aux équipes sud-africaines. Ils se joindront aux 200 médecins cubains qui se trouvent déjà en Afrique du Sud, dans le cadre de la coopération médicale", a indiqué lundi passé l'Agence nationale de l'aviation civile.

Gestion du Covid-19: l'ire des blouses blanches

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LA contamination au Covid-19 du Dr Tchantchou s'est faite en dehors du milieu professionnel". Une "missive" du Copil de très mauvais goût que n'ont pas appréciée les blouses blanches réunies au sein du Syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Symefoga).

Lors d'une assemblée générale tenue lundi dernier, ils ont fustigé "le manque de considération des autorités dans la prise en charge de l'inhumation de ce valeureux gynécologue que notre pays pleure". Par la voix de leur président, Dr Adrien Mougougou, les médecins dénoncent le désintérêt des autorités quant à la protection des soldats qui sont en première ligne dans la guerre contre ce virus tueur. Les toubibs ont indiqué, au cours de cette réunion, en dépit de la réception de dotations diverses en matériel médical, qu'ils ne disposent tou-

jours pas d'équipements de protection individuelle, de savon ou de solutions hydroalcooliques. "Comment comprendre que les habitants du "Grand Libreville" soient privés de soins à cause de cette pandémie ? Quel est l'intérêt de réorienter les patients vers les structures sanitaires dans lesquelles les spécialités médico-chirurgicales ne sont pas effectives?", s'interrogent-ils encore.

La crise étant mondiale, toutes les intelligences sont appelées au front. De ce fait, "à quoi servent tous ces scientifiques si le gouvernement ne leur permet pas de venir entretenir les populations sur cette pandémie au cours d'émissions radio-télévisées ?" Les toubibs se posent cette question après avoir constaté que la parole sur le Covid-19 n'est portée que par le seul Copil, qui crée une opacité autour de l'information. Ils se sont également interrogés quant au protocole recommandé par le Comité scientifique et validé



Photo: R.HAI / L'Union

Le Symefoga fustige le mépris des autorités vis-à-vis des soldats de première ligne.

par arrêté gouvernemental. Ce protocole s'étant substitué à un autre administré sans explication, ni support légal. Autant de maux, selon les blouses blanches, qui démontrent un mépris des autorités à leur égard.

Les médecins ont voulu, lundi dernier, faire passer un message : la reconnaissance de leur droit à la parole sur la place publique, comme sous d'autres cieux. Une manière de faire savoir au Copil qu'il est peut-être temps de décentraliser la gestion de cette crise.